

In Extenso Centre Ouest

4 rue du tertre
49070 BEAUCOUZE

Tel : 02 41 44 47 57
www.inextenso.fr

M.F.R. DE DOUE LA FONTAINE

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

La Riffaudière
22, rue Jean Mermoz
49700 DOUE-LA-FONTAINE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

In Extenso Centre Ouest

4 rue du tertre
49070 BEAUCOUZE

Tel : 02 41 44 47 57
www.inextenso.fr

M.F.R. DE DOUE LA FONTAINE

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

La Riffaudière
22, rue Jean Mermoz
49700 DOUE-LA-FONTAINE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MFR de Doué La Fontaine relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « faits caractéristiques » qui expose les opérations entre les associations liées et notamment la fusion de l'association MFR DE SAUMUR par l'association MFR DE DOUE LA FONTAINE.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activités et financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.


Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Beaucouzé le 27 mars 2024

Le commissaire aux comptes
In Extenso Centre Ouest



Grégoire GAILLARD

In Extenso
Audit
Commissaire aux comptes

Bilan Passif

31/12/2023

31/12/2022

FONDS PROPRES

Fonds propres sans droit de reprise	Fonds propres		
Fonds propres statutaires	Fonds associatifs sans droit de reprise <i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subv d'inv affectées à des biens renouv</i>		
Fonds propres complémentaires			
Fonds propres avec droit de reprise	Ecart de réévaluation		
Fonds propres statutaires			
Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
Réserves	Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves pour projet de l'entité			
Autres			
Report à nouveau	Report à nouveau	434 074	537 527
Excédent ou déficit de l'exercice	Résultat de l'exercice	(10 720)	(9 457)
Total des fonds propres (situation nette)	Total des fonds propres	423 354	528 071
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Apports		
	- Legs et donations		
	- Subv d'inv affectées biens renouv		
	Droits des propriétaires		
	Ecart de réévaluation		
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	Subv d'inv sur biens non renouv	876 478	975 902
Provisions réglementées	Provisions réglementées		
Total des autres fonds propres	Total des autres fonds associatifs	876 478	975 902
	Total des fonds propres Total des fonds associatifs	1 299 832	1 503 972

Fonds reportés et dédiés

Fonds reportés liés aux legs ou donations	Fonds dédiés sur legs et donations
Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	Sur subventions de fonctionnement
Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	Sur dons manuels
Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public	
Total des fonds reportés et dédiés	

DETTES (1) Provisions

Provisions pour risques	45 563	38 041
Provisions pour charges		
Total des provisions	45 563	38 041

DETTES FINANCIERES

Emprunts obligataires convertibles
Autres emprunts obligataires
Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)
Emprunts et dettes financières divers
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours

In Extenso
Audit

Commissaire aux comptes

DETTES D'EXPLOITATION

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	32 125	27 089
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	63 007	56 418

DETTES DIVERSES

Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	15 836	17 806
Autres dettes	8 402	
Produits constatés d'avance		
Total des dettes	670 492	701 583

Ecart de conversion passif

TOTAL PASSIF **2 015 887** **2 243 596**

Résultat de l'exercice exprimé en centimes

(1) Dont à moins d'un an	170 975	153 718
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de Résultat 2/2

		31/12/2023	31/12/2022
	RESULTAT D'EXPLOITATION	(98 983)	(100 571)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	3	2
	Autres intérêts et produits assimilés	4 997	1 303
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers	4 999	1 305
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	15 136	9 308
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières	15 136	9 308
	RESULTAT FINANCIER	(10 136)	(8 003)
	RESULTAT COURANT avant impôts	(109 119)	(108 574)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	2 926	2 618
	Sur opérations en capital	99 474	102 457
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	102 399	105 075
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	2 169	4 124
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	2 169	4 124
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	100 231	100 951
	Participation des salariés aux résultats		
	Impôts sur les bénéfices	1 832	1 834
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		
	TOTAL DES PRODUITS	1 310 437	1 176 875
	TOTAL DES CHARGES	1 321 157	1 186 332
	EXCEDENT ou DEFICIT	(10 720)	(9 457)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
	Dons en nature		
	Prestations en nature		
	Bénévolat		
	TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens		
	Prestations		
	Personnel bénévole		
	TOTAL		

Mission de présentation

Annexe Comptable

INTRODUCTION

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **2 015 887** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits de 1 310 437** euros et un total **charges de 1 321 157** euros, dégageant ainsi un **résultat de -10 720** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.

Il a une durée de **12** mois.

In Extenso
Audit
Commissaire aux comptes

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

L' Association MFR DE DOUE a pour objet social la formation d'élèves qui souhaitent intégrer rapidement le monde du travail.

Elle a pour mission et activité l'enseignement des élèves du secondaires, apprentis et autres adultes en formation continue, leur insertion sociale et professionnelle, ainsi qu'à leur orientation.

Les moyens mis en oeuvre par l'association sont les suivants :

Description des activités / missions de l'association			
Activités / Missions	Descriptions (nature et périmètre)	Moyens mis en oeuvre	Ressources / Financements
Formation initiale	Formation de classe de 3ème, 4ème, CAP et BAC Professionnel en demi pensionnaires ou internat	Locaux adaptés aux formations dispensées et professeurs diplômés	Subvention du ministère de l'agriculture Familles pour la partie internat et demi-pensionnaires
Formation en apprentissage	Formation en demi-pensionnaire ou internat	Locaux adaptés aux formations dispensées et professeurs diplômés	OPCO Reversement de la taxe d'apprentissage

Annexe Comptable

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'Association Association MFR DE DOUE ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable Général et en particulier les Règlements du Comité de la Réglementation comptable rappelées ci-dessous :

- Règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2014-03 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels
- Règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et le n°2020-08 qui est venu le compléter.

Les méthodes comptables retenues ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

In Extenso
Audit
Commissaire aux comptes

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments est la méthode des coûts historiques.

1- Valeurs immobilisées :

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

L'amortissement a été calculé sur la durée probable d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé ont été, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle.

Les amortissements sont comptabilisés en mode linéaire.

Annexe Comptable

In Extenso
Audit
Commissaire aux comptes

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

- Constructions sur terrains propres :	5 à 40 ans
- Installations générales des agencements, aménagements de constructions :	2 à 15 ans
- Installations générales agencements autres :	3 à 5 ans
- Matériel de transport :	4 ans
- Matériel de bureau et informatique :	3 à 10 ans
- Mobilier pour l'enseignement :	3 à 10 ans
- Mobilier pour l'internat et le restaurant :	2 à 10 ans

2 - Immobilisations financières :

La valeur des immobilisations financières est constituée par le coût d'achats hors frais accessoires, directement imputable à l'acquisition.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée par le montant de la différence.

La valeur d'inventaire est appréciée sur la base des critères tels que la valeur de la quote-part dans l'actif net.

3 - Stocks et en-cours

Les matières et marchandises sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les produits et en-cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Ces éléments ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de la clôture de l'exercice.

4 - Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Annexe Comptable

5 - Valeur mobilière de placement

Les titres cotés ou non cotés sont comptabilisés au prix d'achat.

Les dépréciations apparaissent éventuellement sur certains titres et elles ont été constatées sous forme de provision.

6 - Disponibilité

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

7 - Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE DES COMPTES

Néant.

In Extenso
Audit
Commissaire aux comptes

FAITS CARACTERISTIQUES

Rappel des faits sur exercices précédents :

Nous rappelons que depuis le 01/09/2010, la MFR de DOUE LA FONTAINE héberge la MFR de SAUMUR selon les termes d'une convention signée entre les deux établissements le 01/09/2010.

Cette organisation a fait l'objet d'une facturation représentant principalement l'utilisation des locaux, le temps passé par les équipes de la MF de Doué dans le cadre des activités de la MFR de Saumur.

Au titre de l'exercice 2021, il apparaît dans les comptes annuels de la MFR de Doué un produit de 64.355 euros. La MFR de Saumur rencontre néanmoins des difficultés de trésorerie, accentuée par la situation sanitaire exceptionnelle. Par conséquent, la créance envers la MFR de Saumur s'élève à 122.173 euros.

Au cours de l'année 2021, une réunion a eu lieu entre les membres du bureau des deux

Annexe Comptable

associations en présence de la Fédération Départementale. Cette réunion a abouti sur une volonté de conserver l'association MFR en Pays Saumurois tout en transférant ses activités de formation à l'association MFR de Doué La Fontaine. Cette volonté se confirme par une proposition qui a fait l'objet d'une communication aux instances fédérales ainsi qu'aux conseils d'administration des associations. Ce protocole doit aboutir à une procédure d'apport partiel d'actif en 2022.

La créance de 122.173 euros sera inscrite dans la branche complète d'activité. Ainsi la créance sera neutralisée dans les comptes annuels de l'association MFR de Doué la Fontaine par compensation. Il n'y aura donc aucun flux de trésorerie (aucun encaissement) et la créance sera donc éteinte à la date de réalisation de l'opération.

Au titre de l'exercice 2022 :

A la date de clôture des présents comptes annuels, la situation entre la MFR de Saumur et la MFR de Doué n'a pas évolué. L'apport partiel d'actif n'a pas été réalisé.

Il persiste donc dans les comptes annuels clos le 31/12/2022, une créance de 108.224 euros.

A la date d'arrêté des comptes annuels de la MFR de Doué et de la MFR de Saumur, il a été décidé de procéder à la fusion par absorption de la MFR de Saumur par la MFR de Doué.

En cas de fusion par absorption de la MFR de Saumur par la MFR de Doué, la situation nette négative de l'association MFR de Saumur impactera directement les fonds propres de la MFR de Doué. Sur la base des comptes annuels établis en 2021, il apparaît une situation nette négative - 93.392 euros. Par conséquent, l'impact sur les fonds propres de la MFR de Doué est de - 93.392 euros.

In Extenso

Audit

Commissaire aux comptes

Au titre de l'exercice 2023 :

Fusion avec la MFR de SAUMUR au 22 décembre 2023. Nous avons repris les éléments bilanciels des associations au 31/12/2023. Les éléments concernant le compte de résultat ne sont pas repris compte tenu de l'absence d'effet rétroactif.

Les comptes présentés en comparatif 2022 correspondent à la MFR de DOUE.

Le résultat de l'exercice de la MFR de SAUMUR est directement intégré en report à nouveau.

INDEMNITE DE FIN DE CARRIERE

A la clôture de l'exercice, le montant de la "dette actuarielle" en matière d'indemnités de fin de carrière (IFC) s'élève à 45 563 euros.

La dette actuarielle est déterminée à partir des paramètres généraux suivants :

- o Année de calcul : 2023
- o Taux d'actualisation : 0.5 %
- o Méthode de calcul : Rétrospective Prorata Temporis

Annexe Comptable

- o Convention collective : Maisons familiales rurales
- o Initiative du départ : Le départ intervient à l'initiative du salarié.
- o Table de mortalité : INSEE 2010-2012 - donnees def.

En ce qui concerne les paramètres des catégories, ont été retenus :

- Age de départ prévu (sauf dérogation individuelle)
 - o 64 ans pour la catégorie : Cadres
 - o 64 ans pour la catégorie : Non Cadres
- Progression de salaires
 - o 2% pour la catégorie Cadres
 - o 2% pour la catégorie Non Cadres
- Taux de rotation
 - o Faible pour la catégorie Cadres
 - o Faible pour la catégorie Non Cadres
- Taux de charges sociales patronales et charges fiscales
 - o 45% pour la catégorie Cadres
 - o 40% pour la catégorie Non Cadres

In Extenso
Audit
Commissaire aux comptes

La dette actuarielle est inscrite au bilan sous forme de provision, avec les caractéristiques suivantes :

- Montant total de la provision comptabilisée à la date de clôture : 45 563 euros
- Mouvement de la provision au cours de l'exercice (+ si dotation, - si reprise) : + 7 522 euros

Elle ne fait pas l'objet d'une externalisation auprès d'un organisme d'assurance.

HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Les honoraires du commissaire aux comptes sur l'année 2023 s'élèvent à 2 844 €.

REMUNERATION DES 3 OU 5 PLUS HAUT SALAIRES

Compte tenu de la présence d'un seul cadre dirigeant au sein de l'Association MFR DE DOUE, il n'y a pas lieu de communiquer la rémunération de ce salarié, le salaire individuel étant confidentiel.

L'art. 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 remplacent les informations demandées à l'art.833-17 du règlement ANC N°2014-03 : Obligatoire pour les asso ayant un budget supérieure à 150K€ et des subventions d'état ou de collectivités territoriales supérieures à 50 K€

Art. L3111-2 du code du travail : Sont considérés comme ayant la qualité de cadre dirigeant les cadres auxquels sont confiées des responsabilités dont l'importance implique une grande indépendance dans l'organisation de leur emploi du

Annexe Comptable

temps, qui sont habilités à prendre des décisions de façon largement autonome et qui perçoivent une rémunération se situant dans le niveau les plus élevés des systèmes de rémunérations pratiqués dans leur entreprise ou établissement.

CONCOURS PUBLICS & SUBVENTIONS OCTROYEES

In Extenso
Audit

Montants des concours publics & subventions octroyées sur l'exercice Commissaire aux comptes

Informations sur les concours publics et subventions octroyés dans l'exercice			
Intitulé	Nature	Catégories d'autorités administratives	Montants
Ministère de l'Agriculture	Formation initiale	Etat	582 K €
Conseil Départemental	Aide aux élèves	Département	8 K €
Taxe apprentissage	Aide à l'apprentissage	Divers entreprises	5 K €
Conseil Régional	Aide aux élèves	Région	11 K €
Erasmus	Aide ERASMUS	Autres organismes	38 K €
Aide à l'emploi	Contrat civique / AGEFIPH / CNFPT	Etat	20 K €

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice n'a pas fait l'objet d'une évaluation au 31/12/2023. En effet, l'action des bénévoles se limite aux réunions statutaires du Conseil d'Administration, du bureau, des commissions et de l'assemblée générale.

EFFECTIF MOYEN

L'effectif moyen de l'association s'établit à 17 personnes.

ENGAGEMENTS FINANCIERS RECUS

REGIME FISCAL

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime du droit commun.

Immobilisations

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice			Valeurs brutes au 31/12/202
		Augmentations RéévaluationsAcquisitions	Diminutions Viremt p.à p. Cessions		
INCORPORELLES					
Frais d'établissement et de développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Autres					
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
CORPORELLES					
Terrains	15 807				15 807
Constructions sur sol propre	4 120 567				4 120 567
sur sol d'autrui					
instal. agencet aménagement	386 845	2 824			389 669
Instal technique, matériel outillage industriels	3 217				3 217
Instal., agencement, aménagement divers					
Matériel de transport	7 340				7 340
Matériel de bureau, informatique et mobilier	367 296	18 728		15 505	370 519
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 901 072	21 552		15 505	4 907 119
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES					
		In Extenso			
		Audit			
		Commissaire aux comptes			
FINANCIERES					
Participations évaluées en équivalence					
Autres participations	367				367
Autres titres immobilisés	3 950			1 050	2 900
Prêts et autres immobilisations financières	346				346
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 663			1 050	3 613
TOTAL	4 905 734	21 552		18 555	4 910 731

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
<p style="text-align: right;">In Extenso Audit Commissaire aux comptes</p>					
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	2 570 647	166 081		2 736 728
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	294 513	12 406		306 919
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 044	842		1 886
	Autres instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport	7 340			7 340
	Matériel de bureau, mobilier	301 301	17 217	14 699	303 818
	Emballages récupérables et divers	14 507	1 424	806	15 125
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 189 351	197 969	15 505	3 371 816
	TOTAL	3 189 351	197 969	15 505	3 371 816

Provisions

	Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour amortissements dérogatoires				
Provisions fiscales pour prêts d'installation				
Provisions autres				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Pour litiges				
Pour garanties données aux clients				
Pour pertes sur marchés à terme				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions et obligations similaires	38 041	7 522		45 563
Pour impôts				
Pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	38 041	7 522		45 563
PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
Sur immobilisations				
{ incorporelles				
{ corporelles				
{ legs ou donations				
{ des titres mis en équivalence				
{ titres de participation				
{ autres immo. financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients, usagers	3 898	2 066		5 964
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	3 898	2 066		5 964
TOTAL GENERAL	41 939	9 588		51 527
Dont dotations et reprises		9 588		
{ - d'exploitation				
{ - financières				
{ - exceptionnelles				

In Extenso
Audit
Commissaire aux comptes

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

Créances et Dettes

	31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	346	346	
Clients, usagers douteux ou litigieux	5 964	5 964	
Autres créances clients, usagers	56 265	56 265	
Créances représentatives des titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	417	417	
Impôts sur les bénéfices			
Taxes sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes versements assimilés			
Divers	37 881	37 881	
Confédération, fédération, union, entités affiliées			
Créances reçues par legs ou donations			
Débiteurs divers	11 476	11 476	
Charges constatées d'avance	2 090	2 090	
TOTAL DES CREANCES	114 439	114 439	

Prêts accordés en cours d'exercice
Remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)

In Extenso
Audit
Commissaire aux comptes

	31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	550 379	50 863	203 375	296 141
Emprunts et dettes financières divers	650	650		
Fournisseurs et comptes rattachés	32 125	32 125		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	17 833	17 833		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	42 977	42 977		
Impôts sur les bénéfices	1 832	1 832		
Taxes sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	365	365		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, entités affiliées	92	92		
Autres dettes	15 836	15 836		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	8 402	8 402		
TOTAL DES DETTES	670 492	170 975	203 375	296 141

Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice
Emprunts dettes associés (personnes physiques)

Mission de présentation

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	537 527	(9 457)	(93 996)		434 074
Excédent ou déficit de l'exercice	(9 457)	9 457		10 720	(10 720)
Situation nette	528 071		(93 996)	10 720	423 354
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	975 902		77 969	177 393	876 478
Provisions réglementées					
TOTAL	1 503 972		(16 027)	188 113	1 299 832

In Extenso
Audit
Commissaire aux comptes

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			2 090
CCA liés à l'exploitation		2 090	

In Extenso
Audit
Commissaire aux comptes

Charges constatées d'avance - FINANCIERES

Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES

TOTAL	2 090
--------------	--------------

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2023
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			8 402
PCA liés à l'exploitation		8 402	

In Extenso
Audit
Commissaire aux comptes

Produits constatés d'avance - FINANCIERS

Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS

TOTAL	8 402
--------------	--------------

Produits à recevoir

31/12/2023

Total des Produits à recevoir

49 299

Autres créances

49 299

Organismes sociaux - Produits à
Subv d'exploit - Fonct Région
Subventions d'exploitation - Dép
Subventions d'exploitation - Org
Produits à recevoir

In Extenso
Audit
Commissaire aux comptes

31
8 008
8 218
21 655
11 388

Détail du Passif

	01/01/2023 31/12/2023	12 mois	01/01/2022 31/12/2022	12 mois	Variations	%
Produits constatés d'avance		8 402 0,42			8 402	
48720000 Produits constatés d'avance		8 402 0,42			8 402	
Total du passif		2 015 887 100,00		2 243 596 100,00	(227 709)	-10,15